

**Français mal-loggés : parce que
des millions d'immigrés sont prioritaires !**

LES associations à prétention caritative, dont sans-logis et sans-papiers sont le fonds de commerce – Fondation Abbé Pierre, Enfants de Don Quichotte, Droit au Logement, Comité des sans-Logis ou les étudiants petits bourgeois de « Jeudi Noir », chers à TF1 et France 2, etc. —, tapent bruyamment sur la table en cet hiver glacial. Les media ordinaires servent de caisse de résonance et aboient avec eux. Mais observez comme tous ont en tête, d'abord, la promotion et la défense de l'immigré. Lequel oriente toute la stratégie de subversion de la civilisation européenne définie par le pouvoir dominant. Relayé par les corps constitués et les laquais associatifs.

D'où le rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre (FAP) sur l'état du logement précaire dans ce pays. Ses dirigeants, Raymond Etienne et Patrick Doutreligne, modernes saints François d'Assise, ont mobilisé l'attention. Tandis que Christophe Robert, sociologue, délégué général de la Fondation, ouvre la voie par ses propos incendiaires et la violence de ses inflexions, aux futures guérillas urbaines des milices immigrées.

« *Il se crée, affirmé Doutreligne, 330 à 350 000 ménages par an ; si vous ne faites pas 330 à 350 000 logements par an, c'est aussi mathématique que ça, vous n'arriverez pas à répondre aux besoins.* » Et le rapport de souligner que, depuis le début de la crise, il y a 700 000 chômeurs de plus, un million d'autres arrivant en fin de droit. Du fait qu'il manquerait 900 000 logements, chaque année entre 2,5 et 3 millions de personnes cherchent un toit, les demandes de logements sociaux atteignent 2,5 mil-

lions, 100 000 personnes sont sans domicile. En cinq ans les loyers ont crû de 23 %. 1,8 million de ménages paient difficilement le leur. 600 000 enfants connaissent des conditions d'existence déplorables.

Mais d'où viennent ces 350 000 ménages qui chaque année postulent pour un logement ? L'INED, l'Institut National des Etudes Démographiques, en a une petite idée.

Depuis 1999, la population française — au 1^{er} janvier 2009, 64,3 millions, dont 2 millions dans les TOM-DOM — augmente de 500 000 unités par an. Chiffres ne prenant en compte ni les clandestins ni ceux qui refusent d'être sondés dans les banlieues, personnes qui occupent pourtant des logements. Sur ces 500 000, le *solde migratoire* représente 165 000 personnes par an. Le *solde naturel* — naissances sur décès — 335 000. Or les régions à forte natalité, Ile-de-France, Rhône-Alpes et PACA, sont celles à immigration massive, la natalité étant en berne dans tous les départements à dominante souchienne, Vendée mise à part. Les 500 000 "Français" annuels de plus sont donc bien des immigrés et issus d'immigrés.

Chaque année, de surcroît, on observe une hausse des naissances d'environ 10 000, du solde migratoire de 5 000 et des décès de 13 000. De sorte que si l'augmentation de la pression immigrée est constante, la population autochtone, elle, ne cesse de se réduire. La croissance démographique de la France — plus de 4 millions de plus entre 1999 et 2008 — est donc due essentiellement à l'immigration. Cela veut dire des logements en plus, des places d'hôpitaux, de crèches, d'écoles, de lycées, de grandes écoles, d'universités. Des centres

commerciaux, des terrains de sport, des salles polyvalentes, des axes autoroutiers des dessertes ferrées et aériennes, bref, une pression écologique dont les Verts sont complices, au seul bénéfice de quelques marchands de casseroles, de voitures et d'appareils électro-ménagers.

CONSTRUIRE POUR LES ALLOGÈNES

Des millions de logements sont ainsi occupés par des immigrés et leurs descendants au détriment des Français-autochtones exclus des programmes contrôlés par l'Etat, les régions ou la mairie de Paris. Même le media servile ne peut se taire.

Dans le domaine social, ce processus est flagrant. Le rapport de la FAP ne peut le masquer. Sur les 100 000 places de logement d'urgence dont dispose l'Etat, 32 000 sont réservées aux demandeurs d'asile, les Gaulois ne bénéficiant d'aucune priorité sur les 68 000 autres. La Cour des Comptes rappelle même les quelque 60 000 places des Foyers de Travailleurs Migrants.

La plupart de ceux qui ne disposent pas de logement, qui vivent dans des cartons, des tentes, des caravanes, sont des Français autochtones. En revanche les "mal-logés" sont surtout des immigrés. Ainsi 10 000 places d'hôtels sont réquisitionnées pour eux à un coût annuel de 321 millions d'euros. Les 124 Kurdes débarqués en Corse ont immédiatement été dispersés dans des hôtels. Quel silence médiatique en revanche sur les 100 000 Français de souche qui vivent dans des campings dans des conditions précaires et l'indifférence générale !

Dès la parution du rapport de la FAP, le gouvernement annonça le "débloquage" de 5 milliards d'euros pour la construction de 140 000 logements sociaux en 2010. Où va-t-on construire ? Sur quels terrains ? Avec quels aménagements quand, chaque année, 60 000 hectares de terres arables disparaissent ? Les régions ciblées seront justement l'Île-de-France, Rhône-Alpes et la PACA où l'on trouve les plus fortes implantations immigrées.

Il entend également mettre en œuvre dans la région capitale le Plan Apparu, « vaste programme de rachat de logements vacants » disséminés dans les centres-villes. Transformés en logements sociaux, ils « permettront de favoriser l'intégration des populations en difficultés ». Vocabulaire à peine codé pour désigner des familles immigrées. N'est-ce pas ce que sous-entend le Rapport FAP ? « Le logement est producteur d'exclusion et peut être considéré comme le creuset des inégalités ». A contrario il peut être producteur d'intégration et devenir un creuset multiracial.

Il existe une connexion directe entre le lobby de l'immigration et celui du mal-logement. D'un côté on organise le déferlement de populations clandestines ou non, on manifeste à la moindre expulsion, on défile dans le plus petit village où des enfants d'illégaux sont scolarisés, on exige pour eux des logements "décentés". Et de l'autre on proteste d'autant plus bruyamment contre la pénurie dont souffrent en nombre croissant les Français-autochtones que la plupart des logements sociaux libérés sont distribués prioritairement aux étrangers par l'Etat, les régions ou la Ville de Paris qui vient ainsi d'offrir un superbe quatre-pièces de 72 m² situé dans la prestigieuse île Saint-Louis à l'Algérienne Fatiya et à ses deux rejetons, Asmaa et Muhammad (1).

Les Enfants de Don Quichotte d'Augustin Legrand illustrent bien cette hypocrisie. Alertant la planète sur le sort des sans-logis "français" mais ne ratant pas une manifestation de solidarité avec les sans-papiers qui rafleront à leur détriment tous les logements accessibles sur le marché.

René BLANC.

(1) Voir *Le Parisien* du 3 février, qui précise que 23 appartements ont été livrés à d'autres Fatiya dans le quartier de Passy, 75 derrière la place des Vosges, d'autres avenue Pierre 1^{er} de Serbie, et même rue de Varenne, « a deux pas de l'hôtel Matignon ». Rien n'est trop beau ni trop coûteux pour la "diversité" !

AU
SECOURS!
SORTEZ-NOUS
DE LÀ!



CHARD

Narcotrafic, mode d'emploi

Alors qu'en page 8 de son édition du 5 février, *Le Monde* présentait la dernière étude de l'Observatoire français des drogues et toxicomanies où il est démontré que « *le cannabis s'enracine et que la cocaïne progresse* » encore, il publiait



pages 18 et 19 une grande enquête fort documentée (4 000 procès verbaux épiluchés) sur le *deal* et son « *mode d'emploi* ». Luc Bronner, spécialiste de la « culture » jeune pour le quotidien vespéral,

dresse ici, d'une manière relativement objective, un tableau du trafic cannabique dans les cités, en l'occurrence à Nanterre et précisément place de la Boule (qu'il serait judicieux de rebaptiser *place de la boulette* !), haut lieu d'un trafic de *shit* qui attirait, jusqu'à une très récente opération policière (qui ne changea strictement rien au fond du problème), plusieurs centaines de clients, de souche européenne pour la plupart d'entre eux. Contrairement aux gros bonnets qui dirigeaient ce trafic, et qui se nomment Mustapha, Rachid et Abdel Latif (le caïd en chef). Ce que bien sûr ne peut mettre en exergue Luc Bronner ; mais les faits sont têtus...

Le réseau est essentiellement maghrébin et si on y parle souvent en verlan, les codes, les alertes, les SOS anti-flics sont systématiquement exprimés en arabe. Ce sont Rachid, Mustapha, Abderrazick et Abdel qui font la pluie et le beau temps dans la cité en l'arrosant de narco-euros et en embauchant des guetteurs, les *choufs* du quartier, les yeux de la place qui hurlent *kahab* et *arnoucha* pour prévenir les dealers de l'arrivée de la police ; ce sont eux qui choisissent les *nourrices* qui planquent drogue et téléphones portables dans leur appartement monnayant 150 ou 250 euros par semaine. Les petits revendeurs, véritables salariés d'un système que l'État a laissé s'installer depuis des décennies comme il a encouragé de toutes ses forces l'immigration maghrébine et notamment marocaine (le pays de Mohammed VI est de loin le premier « producteur » de *shit* au monde), touchent 2 000 euros par mois pour trois heures de *deal* par jour. Dans le récit de Bronner, tous sont maghrébins...

Sauf un... Un certain Frédéric T., aimablement surnommé « *l'animal* » par ses employeurs qui le soupçonnent d'avoir chouravé 10 euros sur les dizaines de milliers qu'il engrange pour eux : la sentence est sans appel. « *On va le gonfler* », propose Mustapha. Aussi organise-t-il un guet-apens au cours duquel les Jeunes du quartier se défouleront sur « *l'animal* ». « *Ils l'ont martelé comme des fous, ils l'ont défoncé avec une batte* », confie Mustapha à son Abdel. Il ne devait pas faire partie de la famille.

F.-X. R.

“GENS DU VOYAGE”... AU BOUT DE LA MORT

Fin décembre, furieux d'être interrompus et de devoir regagner leur véhicule (un gros tout-terrain) alors qu'ils cambriolaient une résidence de Montévrain (Seine-et-Marne), deux malfaiteurs fondaient sur les policiers et blessaient si grièvement l'un d'eux, le major Patrice Point, que le malheureux succombait très vite à ses blessures, ce qui avait provoqué la très vive émotion de ses collègues : plus d'un millier d'entre eux avaient assisté à ses obsèques et beaucoup avaient exprimé leur exaspération sur Internet.

L'un des malfrats a été interpellé le 13 février à Villevaudé (Seine-et-Marne). Dans un camp de « gens du voyage »...

L'invasion de Tsiganes de l'Est s'est traduite non seulement par une hausse très nette de la criminalité mais aussi par une brutalité accrue tant dans les rapports avec les forces de l'ordre que vis-à-vis des victimes, traitées avec une rare sauvagerie. Certes, les Roms sont régulièrement expulsés (avec un pécule de 300 euros par adulte et 100 euros par enfant) mais ils reviennent tout aussi régulièrement. Ainsi, alors que Brice Hortefeux s'était vanté de l'expulsion de 8 000 Tsiganes vers la Roumanie en 2009, une dépêche AFP signalait le 12 février le retour de « près des deux-tiers d'entre eux » et citait le ministre roumain de l'Intérieur selon lequel « leur donner de l'argent est voué à l'échec car la plupart retournent en France pour gagner

de nouveaux pécules ». Et reprendre éventuellement leurs activités criminelles. Avec des morts à la clé.